

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60021 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 29/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

**RS**

Rue Norman King - BP 40453  
ZAC de la Vatine  
60000 BEAUVAIS

Références : IC-R/0490/22-SLT/SA  
Code AIOT : 0005105655

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2022 dans l'établissement RS implanté Rue Norman King - BP 40453 ZAC de la Vatine 60000 BEAUVAIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RS
- Rue Norman King - BP 40453 ZAC de la Vatine 60000 BEAUVAIS
- Code AIOT : 0005105655
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société RS exploite un entrepôt logistique sur la commune de Beauvais.

Les activités du site sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 28/11/2008.  
Suite à la parution du décret n°2010-367 du 13/04/2010, les activités du site relèvent du régime de l'enregistrement.

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action régionale entrepôts

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 1.4	/	Observation
2	Moyens en eau	Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 7.10.3	/	Sans objet
3	Système d'extinction automatique d'incendie (EAI)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II, point 13	/	Observation

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformités aux prescriptions contrôlées.

Il est toutefois demandé à l'exploitant de lever au plus vite les écarts relevés lors de la vérification du système de sprinklage et de compléter la synthèse de l'état des stocks afin de la rendre compréhensible du grand public.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, état des matières stockées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> <p>I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du Préfet, des services d'incendie de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p>

<p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du Préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour, a minima, de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, à minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les dispositions mises en place sur la gestion des stocks.</p> <p>Une synthèse de l'état des stocks a été présentée, elle tient compte des volumes stockés selon les différentes rubriques ICPE et les zones de stockages.</p> <p>Un autre fichier permet d'obtenir un état des stocks comportant les mentions de dangers des produits.</p> <p>Ces fichiers sont sur réseau et accessibles depuis l'extérieur du site en cas d'accident.</p> <p>L'exploitant indique qu'une extraction est réalisée une fois par mois. Toutefois, en cas d'accident une extraction peut être réalisée en 10 min.</p> <p>Le fichier comporte un code couleur selon le dépassement ou non des seuils autorisés.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que les quantités stockées sont bien en-dessous des seuils d'autorisation.</p> <p>D'autre part, les FDS des produits stockés sont disponibles sur le site internet de la société.</p> <p>Concernant l'état des stocks vulgarisé, la synthèse de l'état des stocks devra être complétée avec la dénomination des grandes familles de produits stockés afin d'en simplifier la compréhension.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant complétera la synthèse de l'état des stocks afin d'intégrer une information vulgarisée sur la typologie des produits stockés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

## N° 2 : Moyens en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 710.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre. L'exploitant dispose d'extincteurs répartis sur l'ensemble du site de capacités variables et adaptés au type de feu à combattre (CO2, poudre, eau pulvérisée). Pour les chaudières l'exploitant devra disposer d'extincteurs équivalents au moins à 3 extincteurs de classe 55 B par appareil de combustion.</p> <p>Ces équipements seront contrôlés tous les ans conformément à la réglementation en vigueur. Les dispositifs de protection du site contre le risque incendie et ses conséquences sont à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• des extincteurs de nature et de capacité adaptées aux différents locaux (eau pulvérisée, CO2, poudre polyvalente) ;</li><li>• un dispositif d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage alimenté à partir d'un réservoir aérien de 600 m3 fonctionnant avec deux groupes moto pompes thermiques de débit nominal unitaire de 438 m3/h à 7,5 bars ;</li><li>• des poteaux incendie implantés à proximité du site (rue Norman King, rue de Wagicourt, rue de la Vatine et Chemin de sans terre) et assurant un débit unitaire de 60 m3/h ;</li><li>• une cuve aérienne maintenue hors gel de 240 m3 servant de réserve d'eau incendie pour les services de secours.</li><li>• un réseau de robinets d'incendie armés (RIA) est prévu sur le site aussi bien pour l'existant que pour les extensions.</li></ul> <p>La détection automatique d'incendie du site, avec alarme dans les cellules de stockage, est assurée par des détecteurs ioniques et thermiques. L'ensemble du système de détection est raccordé à des centrales d'incendie elles-mêmes raccordées à la télésurveillance 24h/24 et 7j/7.</p> <p>Les issues de secours sont toutes dotées de barre anti-panique et leur emplacement est signalé par un éclairage de balisage. Le personnel est formé et entraîné au maniement des matériels de lutte contre l'incendie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Extincteurs et RIA :</b></p> <p>Le dernier rapport de vérification des extincteurs et des RIA par la société FMS Incendie a été présenté (contrôle du 29/11/2021 au 02/12/2021). Les rapports concluent à la conformité du parc d'extincteurs et de RIA.</p> <p><b>Poteaux incendie :</b></p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis le dernier rapport d'essai réalisé le 30/05/2022 sur les poteaux incendie situés à proximité du site. Les 4 poteaux incendie présentent un débit unitaire de 60m3/h.</p> <p><b>Système de détection automatique d'incendie :</b></p> <p>Le dernier rapport de contrôle par la société CHUBB réalisé du 14 au 19/03/2022 a été présenté. L'exploitant indique qu'un contrôle de l'installation a été réalisé le jour de l'inspection. L'installation présente un bon état de fonctionnement. Il est toutefois fait mention d'une observation portant sur le changement d'une batterie.</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis le justificatif de remplacement de la batterie le 23/09/2022 par la société CHUBB.</p> <p>Le système de détection est relié à une télésurveillance en dehors des périodes d'activités du site.</p> <p>Lors de la visite du site, il a été constaté la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- de la cuve de 600 m3 associée au dispositif d'extinction automatique d'incendie,</li><li>- la cuve aérienne de 240 m3 servant de réserve d'eau incendie.</li></ul>

Concernant la formation du personnel, l'exploitant indique que des formations à la manipulation des extincteurs sont réalisées pour l'ensemble du personnel. La formation à la manipulation des RIA est dispensée pour le personnel appartenant à l'équipe d'intervention. D'autre part, des exercices sont réalisés 2 fois par an avec le personnel du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Système d'extinction automatique d'incendie (EAI)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II, point 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, EAI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p><b>Constats :</b> Le rapport de la dernière vérification semestrielle du système de sprinklage a été présenté (rapport SOCOTEC du 23/06/2022). Le rapport fait mention de 11 écarts au référentiel NFPA dont certains déjà mentionnés lors des contrôles précédents. Ces écarts ne sont pas susceptibles de mettre en échec le système. L'exploitant indique que certains écarts n'ont pas lieu d'être au regard de l'exploitation du site.</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'une réunion était programmée avec la société CHUBB pour réaliser un point sur les écarts mentionnés dans le rapport.</p> <p><b>Observations :</b> Compte tenu de l'absence de mise en échec du système de sprinklage, il n'est pas proposé de suite à ce stade. Il est toutefois demandé à l'exploitant de lever au plus vite les écarts relevés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet